

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 octobre 2020

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	68	12

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : Environnement -
Lutte contre le frelon asiatique -
Conventions de partenariat avec le
Conseil départemental des Alpes
maritimes - Renouveau

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.173

Date de la convocation :
Le 29/09/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **13 OCT. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **14 OCT. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt et le 05 octobre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois d'octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Jean-Paul ARNAUD à René TRASTOUR, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Marc MALFATTO, Alexis ARGENTI, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Françoise THOMEL, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Delphine CAROSI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LUCA,

Depuis quelques années, la protection des insectes pollinisateurs et particulièrement des abeilles est l'objet d'une prise de conscience aussi bien internationale que locale.

Parmi les causes de mortalité de l'abeille, le frelon asiatique (*Vespa velutina nigratorax*) est classé comme danger sanitaire de 2^{ème} catégorie. Depuis son arrivée dans notre département en 2010, sa colonisation a progressé très rapidement.

Face à ce fléau, la CASA a souhaité rejoindre dès 2016 le programme de lutte contre ce nuisible mis en place par le Département dans le cadre de son plan apicole.

Ce partenariat, conclu le 11 octobre 2016 pour une durée d'une année reconductible expressément pour des périodes identiques prévoyait la prise en charge par la CASA de 50% des dépenses engagées sur son territoire par le Département, avec un plafond de dépenses fixé à 25 000 € annuels.

Ainsi en 2017, sur le seul territoire de la CASA, ce sont 246 expertises qui ont été réalisées et 149 nids détruits pour un coût total de 39 750 €. La CASA a participé à hauteur de 50 % soit 19 875 €.

Pour 2018, les interventions se sont poursuivies : 1 624 signalements ont été comptabilisés et 576 destructions réalisées pour un coût total d'intervention de 59 526 €, dont 25 000€ au titre de la CASA

En 2019, 714 signalements ont donné lieu à 453 destructions pour un coût de 32 539 € dont 16 269 € au titre de la CASA.

Bien que les campagnes de destructions concernant les années 2018 et 2019 ont été menées avec succès, les conventions de partenariat afférentes n'ont fait l'objet d'aucun renouvellement expresse par les parties.

Dans ce contexte, et afin de permettre le paiement des sommes dues par la CASA au titre des campagnes menées en 2018 et 2019, les parties se sont entendues pour conclure une convention de transaction spécifique, jointe à la présente délibération.

Par ailleurs, la CASA et le Département ont souhaité renouveler leur partenariat pour 2020 avec des modalités financières identiques.

Ainsi, la CASA s'engage à apporter au Département un financement correspondant à 50% des dépenses réalisées en 2020 sur le seul territoire de la CASA, plafonné à 25 000 €. Comme les années précédentes, le paiement de la CASA sera effectué après réception du titre de recettes au plus tard le 31 mars 2021, accompagné du bilan analytique du plan de lutte et des différents justificatifs d'intervention pour l'identification et la destruction des nids.

Les modalités de ce partenariat sont détaillées dans la convention jointe à la délibération.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de transaction entre le Département et la CASA relative à la lutte contre le frelon asiatique au titre des années 2018 et 2019, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur Lionnel LUCA, Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité, à signer cette convention de transaction ;

- d'autoriser le paiement des sommes de 25 000 € et 16 269 € correspondantes et inscrites au Chapitre « 011 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal, fonction 830 ;
- d'approuver la convention de partenariat pour la lutte contre le frelon asiatique en 2020, entre le Département et la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur Lionnel LUCA, Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité, à signer cette convention de partenariat.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de transaction entre le Département et la CASA relative à la lutte contre le frelon asiatique au titre des années 2018 et 2019, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur Lionnel LUCA, Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité, à signer cette convention de transaction ;
- d'autoriser le paiement des sommes de 25 000 € et 16 269 € correspondantes et inscrites au Chapitre « 011 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal, fonction 830 ;
- d'approuver la convention de partenariat pour la lutte contre le frelon asiatique en 2020, entre le Département et la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur Lionnel LUCA, Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité, à signer cette convention de partenariat.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 octobre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION DE TRANSACTION
RELATIVE AU PARTENARIAT FINANCIER
DANS LA LUTTE CONTRE LE FRELON ASIATIQUE
POUR 2018 ET 2019**

ENTRE

LE DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES,

Représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles-Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. n° 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la commission permanente en date du.....

d'une part,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Représentée par son Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité, Monsieur Lionnel LUCA, domiciliée 449 route des Crêtes, Les Genêts, BP 43, 06901 Sophia Antipolis, agissant conformément à la délibération du Conseil communautaire en date du 05 octobre 2020

Ci-après dénommée la CASA

d'autre part.

PREAMBULE

Depuis quelques années, la protection des insectes pollinisateurs et particulièrement des abeilles est l'objet d'une prise de conscience aussi bien internationale que locale.

Dans ce contexte, le Conseil départemental des Alpes-Maritimes a mis en place un plan apicole départemental durable qui invite les collectivités, les professionnels ainsi que les particuliers à participer à des actions solidaires de bonne conduite afin de sauvegarder ces espèces actuellement affaiblies.

Dès 2015, un plan de lutte contre le frelon asiatique a été engagé par le Département. L'opération ayant connu un vif succès avec plus de 300 nids détruits, le Conseil départemental a souhaité déployer cette action en partenariat avec les collectivités.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a répondu favorablement et un partenariat financier a été signé entre les 2 collectivités en date du 11 octobre 2016. Ce partenariat prévoyait la prise en charge par l'EPCI de 50% des dépenses engagées par le Département sur son territoire, avec un plafond de participation fixé à 25 000 € annuels.

La durée de la convention portait sur une année, elle prévoyait d'être renouvelée de façon expresse pour des périodes identiques tant que le Département assurait une campagne de lutte contre ce nuisible.

Sur la base d'un marché public et d'un signalement, le Département a sollicité les services d'entreprises pour procéder d'une part, à la qualification de l'espèce de frelon et d'autre part, à la destruction du nid lorsque la présence de frelons asiatiques est avérée, et ce sur tout le territoire départemental. Il a assuré l'exécution du marché au moyen de bons de commandes, son suivi et le règlement des prestations.

Ainsi en 2017, sur le seul territoire de la CASA, ce sont 246 expertises qui ont été réalisées et 149 nids détruits pour un coût total de 39 750 €. La CASA a participé à hauteur de 50 % soit 19 875 €.

Pour 2018, les interventions se sont poursuivies : 1 624 signalements ont été comptabilisés et 576 destructions réalisées pour un coût total d'intervention de 59 526 €. En 2019, 714 signalements ont donné lieu à 453 destructions pour un coût de 32 539 €.

Mais les campagnes de destructions concernant les années 2018 et 2019, bien que menées à bien par le Département, n'ont fait l'objet d'aucune reconduction expresse de la convention et ne peuvent donc donner lieu au règlement de la participation CASA sur le fondement de ladite convention.

Aussi, dans le souci de bonne gestion des deniers publics, afin de solder les campagnes de lutttes contre le frelon asiatique de 2018 et 2019, les parties se sont rapprochées et ont convenu d'une convention de transaction dans les termes suivants :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La convention de transaction a pour objet de régler définitivement les sommes dues par la CASA au Département dans le cadre du dispositif départemental de lutte contre le frelon asiatique pour les années 2018 et 2019.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Engagement du Département :

Dès la signature de la présente convention, le Département établira deux titres de recette, pour 2018 et pour 2019, correspondants à la participation de la CASA à la campagne de lutte contre le frelon asiatique conformément aux termes de la convention de partenariat originale signée le 11 octobre 2016 (50% des dépenses, plafonné à 25 000 € annuels), à savoir :

- **Titre de recettes 2018 : 25 000 €** correspondants au plafond de participation, les interventions réalisées en 2018 atteignant 59 526 € : pour 1 624 signalements et 576 destructions
- **Titre de recettes 2019 : 16 269 €** correspondant à 50% du coût des interventions réalisées en 2019 s'élevant à 32 539 € pour 714 signalements et 453 destructions

Le Département a transmis à la CASA une partie des bons de commande et rapports d'expertise et de destruction de chaque intervention réalisée en 2018 et 2019, ainsi qu'une carte de localisation des destructions pour 2018.

Sous 30 jours à compter de la signature, le Département s'engage à transmettre les bons de commande et rapports manquants, une carte de localisation des destructions pour 2019 et émettre les 2 titres de recettes.

En contrepartie du versement de ces sommes, le Département se déclare intégralement rempli de ses droits à l'égard de la CASA quant aux prestations fournies dans le cadre du dispositif de lutte contre le frelon asiatique pour les années 2018 et 2019.

Engagements de la CASA :

En contrepartie, la CASA s'engage à régler, à titre transactionnel et définitif, au Département qui l'accepte, les sommes de 25 000 € et 16 269 € au titre de sa participation à la lutte contre le frelon asiatique sur son territoire pour 2018 et 2019.

Ces règlements interviendront au plus tard 30 jours après réception de l'intégralité des pièces justificatives (bons de commande, rapports d'identification et d'expertise) et des cartes de localisation de destruction, sur la base des 2 titres de recettes déposés par le Département sur Chorus Pro.

ARTICLE 3 : COMPTE ENTRE LES PARTIES

La présente convention de transaction solde définitivement les comptes entre les parties en ce qui concerne le financement de la lutte contre le frelon asiatique sur le territoire de la CASA pour les années 2018 et 2019.

ARTICLE 4 : RENONCIATION A ACTION

Le Département et la CASA renoncent irrévocablement à tout recours gracieux ou contentieux, l'un envers l'autre, relatif à l'exécution du dispositif départemental de lutte contre le frelon asiatique pour les années 2018 et 2019

ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR, CONTESTATION ET LITIGES

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les deux parties, et une fois revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est régie par les dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Elle est revêtue de l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, conformément aux dispositions de l'article 2052 dudit Code, chaque partie se déclarant parfaitement informée de ses droits.

Tout litige lié à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention de transaction relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

6.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes, et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité

des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'information selon les modalités prévues au présent contrat.

Si, pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de services, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

6.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits.

Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

6.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.



Fait à Nice, en 2 exemplaires originaux, le

Pour la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis,
Le Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis en charge de
l'environnement et de la biodiversité

Pour le Département des Alpes-Maritimes
Le Président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes,

Lionnel LUCA

Charles-Ange GINESY

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse d'impact sur la vie privée (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

**CONVENTION DE PARTENARIAT
POUR LA LUTTE CONTRE LE FRELON ASIATIQUE
POUR L'ANNEE 2020**

ENTRE

LE DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES,

Représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles-Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. n° 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la commission permanente en date du.....

d'une part,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Représentée par son Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité, Monsieur Lionnel LUCA, domiciliée 449 route des Crêtes, Les Genêts, BP 43, 06901 Sophia Antipolis, agissant conformément à la délibération du Conseil communautaire en date du 05 octobre 2020

Ci-après dénommée la CASA

d'autre part.

PREAMBULE

Soucieux de protéger les insectes pollinisateurs, le Conseil départemental des Alpes-Maritimes a mis en place un plan apicole départemental durable qui invite les collectivités, les professionnels ainsi que les particuliers à participer à des actions solidaires de bonne conduite afin de sauvegarder ces espèces actuellement affaiblies.

Dans ce contexte, depuis 2015, le Département a engagé un plan de lutte contre le frelon asiatique pour l'identification et la destruction des nids.

La CASA, souhaitant s'engager au côté du Département dans une lutte collective contre ce nuisible, a rejoint le dispositif en 2016.

Ce partenariat, conclu le 11 octobre 2016 pour une durée d'une année reconductible expressément pour des périodes identiques, prévoyait la prise en charge par l'EPCI de 50% des dépenses engagées par le Département sur son territoire, avec un plafond fixé à 25 000 € annuels.

Il a permis en 2017, sur le seul territoire de la CASA, de réaliser 246 expertises et détruire 149 nids détruits pour un coût total de 39 750 €. La CASA a participé à hauteur de 50 % soit 19 875 €.

Pour 2018, les interventions se sont poursuivies : 1 624 signalements ont été comptabilisés et 576 destructions réalisées pour un coût total d'intervention de 59 526 €. En 2019, 714 signalements ont donné lieu à 453 destructions pour un coût de 32 539 €. La CASA contribue à hauteur de 25 000 € pour 2018 et 16 269 € pour 2019. Les campagnes de destructions concernant les années 2018 et 2019, bien que menées à bien par le Département, n'ayant fait l'objet d'aucune reconduction expresse de la convention, le règlement de ces sommes fait l'objet d'une convention de transaction spécifique.

Il convient à présent d'établir les modalités de partenariat afin de poursuivre cette action conjointe pour l'année 2020.

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de formaliser la participation financière de la CASA au dispositif départemental de lutte contre le frelon asiatique pour l'année 2020.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT :

Sur la base d'un marché public et d'un signalement, le Département sollicite les services d'entreprises pour procéder d'une part, à la qualification de l'espèce de frelon et d'autre part, à la destruction du nid lorsque la présence de frelons asiatiques est avérée, sur tout le territoire départemental. Il assure la mise en œuvre du marché au moyen de bons de commandes, ainsi que son suivi.

Dans un premier temps, le Département règle directement aux prestataires les factures correspondant à ses interventions, à concurrence d'un montant fixé par les marchés mobilisés sur ce dispositif.

A la fin de la campagne 2020, le Département adressera à la CASA un bilan reprenant l'évolution des destructions effectuées depuis le début de l'opération de destruction des nids (nombre, localisation), les bons de commandes et les rapports d'interventions concernant l'année 2020 (expertises et destructions), ainsi que la carte de localisation des destructions.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE LA CASA :

La CASA s'engage à apporter au Département un financement correspondant à 50% des dépenses qui seront réalisées en 2020 sur le seul territoire de la CASA, montant qui sera plafonné à 25 000 €.

Elle promeut également la protection des pollinisateurs et la lutte contre le frelon asiatique, notamment au travers du dispositif du Département, via son site internet, ses stands lors des événements communaux et la diffusion de flyers d'information.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

Le Département émettra un titre de recettes correspondant aux interventions réalisées pendant la campagne 2020 avant le 31 mars 2021.

Le paiement de ce titre de recettes par la CASA interviendra sous 30 jours et sera conditionné à la réception de la totalité des éléments cités à l'article 3.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

Elle prend effet à la date de sa signature et une fois revêtue de son caractère exécutoire et prendra fin après règlement du titre de recettes émis pour les interventions réalisées pendant la campagne 2020, et au plus tard, le 30 juin 2021.

ARTICLE 6 : ACTION DE COMMUNICATION

Le Département et la CASA s'engagent à promouvoir l'action conjointe des collectivités, à afficher leurs logos respectifs, à mentionner et à valoriser systématiquement la participation des deux institutions dans toutes leurs actions de promotions et de communication autour des opérations de destruction des nids de frelons asiatiques.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Cette convention peut être résiliée après mise en demeure préalable par l'une ou l'autre des parties pour manquement ou inexécution des obligations contractuelles et en cas de résiliation du marché.

Cette mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, fixe le délai de préavis de résiliation qui ne pourra être inférieur à huit jours.

En cas de résiliation, le montant du titre de recettes qui sera émis correspondra à 50 % de la somme totale de l'ensemble des bons de commande, datés jusqu'au jour de la résiliation, plafonné à 25 000 €. Le bilan en fera état. Son paiement sera conditionné à la fourniture de l'ensemble des pièces citées à l'article 2 jusqu'au jour de la résiliation.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

A défaut d'accord amiable, les contestations qui s'élèveront entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront portées devant le Tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes, et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'information selon les modalités prévues au présent contrat.

Si, pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de services, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits.

Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.



Fait à Nice, en 2 exemplaires originaux, le

Pour la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis,
Le Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis en charge de
l'environnement et de la biodiversité

Pour le Département des Alpes-Maritimes
Le Président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes,

Lionnel LUCA

Charles-Ange GINESY

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au

nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse d'impact sur la vie privée (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte :	05/10/2020
Numéro :	CC_2020_173
Nature :	DE - Deliberations
Objet :	Lutte contre le frelon asiatique - Conventions de partenariat avec le Conseil départemental des Alpes maritimes - Renouvellement
Matière :	8.8 - Environnement
Interlocuteur	
Nom :	LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : T0hAZNH

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 14/10/2020
Identifiant : 006-240600585-20201005-CC_2020_173-DE

Acte reçu

Date : 05/10/2020
Numéro interne : CC_2020_173
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Lutte contre le frelon asiatique - Conventions de partenariat avec le Conseil départemental des Alpes maritimes - Renouvellement
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201005-CC_2020_173-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20201005-CC_2020_173-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20201005-CC_2020_173-DE-1-1_3.PDF

N